

Communiqué SNPES-PJJ/FSU :

Une nomination qui ne passe pas

Paris, le 24 décembre 2024

Pour le SNPES-PJJ/FSU, la nomination de Gerald DARMANIN comme garde des Sceaux sonne comme une provocation et comme un message qui consiste à enfermer la justice dans sa dimension strictement sécuritaire. Par son mépris pour les valeurs d'une justice émancipatrice et son soutien à des propos indignes émis par le directeur général de la police judiciaire, remettant en question la capacité de la justice à sanctionner les policiers en cas d'abus, il a démontré son absence d'humanisme et son absence d'ambition pour la justice.

La justice avait pourtant besoin urgentement d'un ministre avec une vraie ambition pour le service public, pour défendre une Justice au service des usagers et des usagère.s et particulièrement des plus vulnérables.

Le bilan de Gérald Darmanin en tant que ministre de l'intérieur sous le gouvernement d'Elisabeth Borne, a démontré une vision strictement répressive de la justice et notamment de celle qui concerne les enfants et les adolescent.es. La justice des mineur.es a besoin d'être défendu dans sa dimension protectrice, ce qui est incompatible avec un ministre marqué par une politique brutale et démagogique.

Les principes fondamentaux d'une justice équilibrée et respectueuse des droits des jeunes sont clairement en danger.

Il est fort à craindre que le projet de loi porté par Gabriel Attal, suspendu par la dissolution de l'Assemblée nationale et qui marque un tournant majeur pour les droits des jeunes, soit à nouveau défendu par ce ministre, malgré l'opposition massive de l'ensemble des professionnel.les de la justice des enfants et des adolescent.es.

Une société qui méprise la protection et l'éducation de ses enfants les plus en difficulté fait le choix de l'intolérance et du conservatisme, au détriment de son propre avenir.

La continuité de la politique libérale qui détruit peu à peu les services publics, incarnée par les nominations de ce gouvernement est une attaque frontale contre la démocratie qui s'est exprimée lors des élections législatives dernières.

Le mouvement de grève du 5 décembre a montré la forte mobilisation des agent.es de la fonction publique et notamment du ministère de la justice.



enpes.nii.feu@mail.com



<https://youtube.com/@ouiauparideleducation3262>



Communiqué SNPES-PJJ/FSU :

Une nomination qui ne passe pas

Paris, le 24 décembre 2024

Le refus de la politique d'austérité qui dégrade les conditions de travail et renforce les inégalités fait suite aux mobilisations qui ont traversé la PJJ depuis le mois d'août. Alors que la situation de la PJJ n'a guère évolué depuis, ces nouvelles nominations ne feront que renforcer les craintes des personnels. Le SNPES PJJ FSU prend acte de cette nomination et met en garde le nouveau ministre. Si rien ne change rapidement, non seulement l'attractivité de nos métiers continuera de décliner, mais il faudra aussi et surtout compter sur de nouvelles mobilisations.

Dans l'immédiat, l'urgence de l'Etat se situe à Mayotte. Nous exhortons le nouveau garde des Sceaux de trouver tous les moyens pour permettre au service public d'éducation de la justice de se reconstruire et de pouvoir faire face aux terribles traumatismes que traversent les habitant.es de Mayotte, les mahorais.ses et les étrangers.ères qui y vivent. Au-delà des coups de menton, il s'agit d'être à la hauteur de l'histoire.



FaceBook SNPES



01 42 60 11 49



snpes.pjj.fsu@mailo.com



<https://youtube.com/@ouiauparideeducation3262>



SNPESPJJ.FSU.FR